

Anticapitalisme et justice climatique

jeudi 10 juin 2010, par [VIVAS Esther](#) (Date de rédaction antérieure : 25 février 2010).

Introduction présentée au 16^e congrès de la Quatrième Internationale sur le débat concernant la résolution « Le basculement climatique capitaliste et nos tâches »

Le changement est aujourd'hui une réalité indéniable. L'écho politique, social et médiatique du sommet de Copenhague, en décembre 2009, en a été la preuve. Un sommet qui a montré l'incapacité du système capitaliste lui-même de présenter une réponse crédible à la crise qu'il a provoquée. Si le « capitalisme vert » s'est lancé dans la course du changement climatique, il apporte des solutions technologiques (énergie nucléaire, captage du carbone dans l'atmosphère pour son stockage, agro-combustibles, etc.) qui génèrent des impacts sociaux et environnementaux encore plus graves. Il s'agit là de fausses solutions au changement climatique qui visent à masquer les causes structurelles qui nous ont conduit à la crise actuelle et qui veulent tirer profit de cette dernière. Elles mettent en lumière la contradiction entre les calculs à court terme du capital et les rythmes longs de l'équilibre écologique.

Dans ce contexte un mouvement capable de défier le discours dominant du capitalisme vert, d'indiquer l'impact et la responsabilité de l'actuel mode capitaliste de production, de distribution et de consommation ainsi que de lier la menace climatique globale avec les problèmes sociaux, est à l'ordre du jour. Copenhague a été, jusqu'à présent, la plus grande expression du mouvement pour la justice climatique. Il a coïncidé avec le dixième anniversaire des mobilisations contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Seattle. Une mobilisation qui, sous la devise « Changeons le système, pas le climat ! », exprime la relation diffuse entre les justices sociale et climatique, entre la crise sociale et la crise écologique. Mais le succès des protestations à Copenhague contraste avec la faiblesse des manifestations à l'échelle mondiale, avec quelques exceptions seulement, comme à Londres.

La crise actuelle met en avant l'urgente nécessité de changer le monde et de le faire sur une base anticapitaliste et écosocialiste radicale. L'anticapitalisme et la justice climatique sont deux luttes qui doivent être étroitement unies. Toute perspective de rupture avec l'actuel modèle économique qui ne tiendrait pas compte de la centralité de la crise écologique serait condamnée à l'échec. Toute perspective écologiste sans une orientation anticapitaliste, de rupture avec le système actuel, restera à la surface du problème et finalement ne serait qu'un instrument au service des politiques de marketing vert.

Freiner le changement climatique implique de modifier l'actuel mode de production, de distribution et de consommation. Les retouches superficielles et cosmétiques ne servent à rien. Les solutions à la crise écologique impliquent de s'en prendre aux fondements du système capitaliste. Si nous voulons que le climat ne change pas, il faut changer le système. Cela implique une perspective écosocialiste, ou écocommuniste comme l'indiquait Daniel Bensaïd dans un de ses derniers articles.

De même, nous devons combattre les thèses du néo-malthusianisme vert, qui culpabilisent les pays

du Sud pour leur taux élevé de natalité et qui cherchent à contrôler le corps des femmes en minant notre droit de décider de notre corps. Combattre le changement climatique implique d'affronter la pauvreté : plus les inégalités sociales sont grandes et plus grande est la vulnérabilité climatique. Il faut reconverter les secteurs productifs dont les impacts environnementaux sont graves (industries militaire, automobile, extractive, etc.), créer des emplois dans les secteurs sociaux et écologiquement justes tels l'agriculture écologique et les services publics (sanitaires, éducatifs, de transport), entre autres.

Arrêter le changement climatique implique de parier sur le droit des peuples à la souveraineté alimentaire. L'actuel modèle agro-industriel (délocalisé, intensif, kilométrique, dépendant du pétrole) est un des principaux générateurs des gaz à effet de serre. Parier sur une agriculture écologique, locale, paysanne et sur des circuits courts de commercialisation permettrait — comme le dit Via Campesina — de refroidir la planète. De même il faut intégrer les demandes des peuples premiers, le contrôle de leurs terres et des biens naturels, leur philosophie de respect de la « Pacha Mama », la « Mère Terre » et la défense de « vivre bien ». Valoriser ces contributions qui mettent en avant un nouveau type de rapports entre l'humanité et la nature est essentiel pour faire face au changement climatique et à la marchandisation de la vie et de la planète.

Dans une perspective Nord-Sud, la justice climatique implique l'annulation sans conditions de la dette extérieure des pays du Sud, une dette illégale et illégitime, et l'exigence de la reconnaissance d'une dette sociale, historique et écologique du Nord envers le Sud, qui résulte des siècles de spoliation et d'exploitation. Dans les cas de catastrophe, il faut promouvoir les mécanismes d'entraide populaire. Nous avons vu comment le changement climatique accroît la vulnérabilité des secteurs populaires, en particulier dans les pays du Sud. Les tremblements de terre à Haïti et au Chili sont deux des démonstrations les plus récentes. Face à ces menaces les réseaux de solidarité internationale des mouvements sociaux, permettant une canalisation de l'aide immédiate et effective pour les populations locales, sont indispensables. L'initiative ne peut rester entre les mains d'un « humanitarisme » international vide de contenu politique.

La lutte contre le changement climatique implique de combattre le modèle actuel de production, délocalisé, « just on time », massif, dépendant des ressources fossiles, etc. Par suivisme, les bureaucraties syndicales légitiment les politiques du « capitalisme vert », laissant entendre que les « technologies vertes » créent des emplois et génèrent une plus grande prospérité. Il faut démonter ce mythe. La gauche syndicale doit mettre en question l'actuel modèle de croissance illimitée en pariant sur un autre modèle de « développement » en accord avec les ressources de la planète. Les revendications écologiques et contre le changement climatique doivent devenir un axe central du syndicalisme combatif. Les syndicalistes ne peuvent voir les écologistes comme leurs ennemis et réciproquement. Toutes et tous nous souffrirons des conséquences du changement climatique et nous devons agir collectivement.

Il est faux de croire que nous pourrions combattre le changement climatique en changeant seulement les attitudes individuelles, d'autant plus lorsque la moitié de la population mondiale vit la « sous-consommation chronique ». Il est également erroné de croire que nous pourrions lutter contre le changement climatique avec les seules réponses technologiques et scientifiques. Les changements structurels des modèles de production des biens, de l'énergie, etc. sont indispensables. Dans ce cadre les initiatives locales qui mettent en avant des pratiques alternatives au modèle dominant de la consommation, de la production, de l'énergie... ont un caractère démonstratif qu'il faut soutenir.

Naturellement, débattre de comment affronter le changement climatique implique de discuter de la stratégie, de l'auto-organisation, de la planification et des tâches qui sont devant nous si nous nous considérons comme anticapitalistes.

Esther Vivas

P.-S.

* Esther Vivas, porte-parole de Izquierda Anticapitalista dans l'État espagnol.

+ info : <http://esthervivas.wordpress.com/francais>